



**PRÉFET
DE LA MAYENNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement**

Saint-Barthélemy-d'Anjou, le 08 août 2023

Unité interdépartementale Anjou Maine
Pôle Risques Accidentels

Affaire suivie par Sandrine CASTIES
sandrine.casties@developpement-durable.gouv.fr
Tél. 02 43 67 88 73
Réf : 2023-305_AUTO_SAMAB – Craon_LETEXPL

La directrice régionale,

A l'attention de SAMAB
lieu-dit Le Pavement
53400 CRAON

Monsieur le directeur,

Vos installations, exploitées à CRAON, sont visées par la directive 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles, dite directive IED, au titre de la rubrique principale n°3642-2 et du BREF principal FDM 2019. En application de l'article R.515-71 du Code de l'Environnement, vous avez transmis le 13 avril 2021 un dossier de réexamen accompagné d'un mémoire justificatif de non remise d'un rapport de base.

Après examen de l'inspection des installations classées, le dossier de ré-examen transmis peut être jugé recevable concernant la mise en œuvre des MTD applicables à votre site à l'échéance du 04 décembre 2023.

Considérant votre engagement de mise en conformité de vos installations au regard des conclusions sur les meilleurs techniques disponibles (MTD) applicables à vos installations, au plus tard le 4 décembre 2023 ;

Considérant l'absence de demande de dérogation et de demande d'aménagement des meilleures techniques disponibles applicables ;

Considérant l'absence de propositions de techniques alternatives ;

Considérant que l'arrêté du 27 février 2020 relatif aux meilleures techniques disponibles applicables à certaines installations classées du secteur de l'agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3642, 3643 ou 3710 (pour lesquelles la charge polluante principale provient d'installations relevant des rubriques 3642 ou 3643) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, fixe les prescriptions applicables au titre de la décision d'exécution

2019/2031 de la commission européenne, sans préjudice des prescriptions fixées par les arrêtés préfectoraux en vigueur encadrant l'exploitation de vos installations ;

Considérant l'absence de demande de dérogation aux prescriptions de l'arrêté du 27 février 2020 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur de l'agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3642, 3643 ou 3710 (pour lesquelles la charge polluante principale provient d'installations relevant des rubriques 3642 ou 3643) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Considérant l'absence de nécessité d'actualiser les prescriptions en vigueur au regard des critères du point III de l'article R. 515-70 du Code de l'Environnement ;

Conformément à l'article R. 515-73 du Code de l'Environnement ;

Le réexamen au titre de l'article R. 515-70 du Code de l'Environnement, conclut à l'absence de nécessité d'actualiser les prescriptions applicables à vos installations par arrêté préfectoral.

Certaines précisions sont cependant attendues par l'inspection des installations classées à l'issue de l'instruction du dossier de ré-examen.

Elles figurent en annexe du présent rapport et devront être apportées dans les meilleurs délais.

La justification de la non remise d'un rapport de base ne sera validée que sur la base de réponses précises à la remarque 3.

Vous trouverez également en pièce jointe pour avis sous 15 jours un projet d'arrêté préfectoral complémentaire en vue de finaliser l'instruction du porter à connaissance du 11 mars 2022 complété jusqu'au 21 novembre 2022. Il fera à la suite l'objet d'un contradictoire officiel.

Les MTD identifiées dans votre dossier de réexamen sont susceptibles de faire l'objet de contrôles conformément aux articles L. 514-4 et suivants du Code de l'Environnement.

Pour le préfet et par délégation,
Pour la directrice,
Le chef du Pôle Risques Accidentels
de l'unité interdépartementale Anjou-Maine



Franck DELACROIX

PJ : projet d'arrêté préfectoral complémentaire en vue de finaliser l'instruction du porter à connaissance du 11 mars 2022 complété jusqu'au 21 novembre 2022

Copie :

– préfecture de la Mayenne.

ANNEXE
Précisions sollicitées à l'issue de l'instruction du dossier de ré-examen
Société SAMAB à CRAON

remarque 1 :

- Tableau de classement non acté au regard du PAC déposé en date du 11 mars 2022 concernant la construction d'une structure pour protéger les cellules de matières premières existantes et la manutention nécessaire à l'activité et qui viendra également recouvrir de nouveaux boisseaux, représentant une emprise au sol supplémentaire de 181 m².
En attente d'un retour de l'exploitant sur la proposition de tableau de classement mis à jour et du projet d'APC qui peut faire l'objet d'un contradictoire officiel

remarque 2 (Périimètre IED)

- La station de lavage est exclue du périmètre. Elle ne devrait pas l'être. A noter toutefois qu'aucune MTD ne s'applique à cette activité.
- Les périmètres sont différents pages 14 et 15 du dossier réexamen (silos céréales exclus) – A mettre en cohérence sans exclure les silos de céréales a priori.
- L'implantation de la cuve fioul n'est pas indiquée sur plan (Retenue dans périmètre IED mais a priori non classée). A ajouter sur le plan.

Remarque 3

- Le stockage formaldéhyde dans le passé n'est pas indiqué (L'utilisation du formaldéhyde a été arrêté depuis 2013 ainsi que l'utilisation du formol cf rapport d'inspection 2019). L'historique est peut-être à mettre à jour.
- Pour le combicide et les produits de traitement de la chaudière, le volume maximal stocké mérite d'être précisé.

Remarque 4:

- Tenir à disposition une liste des émissaires atmosphériques en dehors de la chaudière, les localiser sur un plan, décrire le type de traitement, tenir à disposition les résultats de mesure avec comparaison aux NEA-MTD et mentionner les fréquences de mesure imposées par les conclusions MTD

Remarque 5

- Il est noté la consommation d'eau pour le fonctionnement de la station de lavage mais aussi de vapeur pour la granulation. Cela milite pour un suivi de la consommation d'eau et la justification de la mise en œuvre d'au moins une MTD.

Remarque 6 (MTD13 et14) :

- L'AP ne fixe pas de fréquence tous les 3 ans pour les mesures sonores p43 du dossier de ré-examen. Cela semble cependant une bonne pratique répondant à l'article 6.2.4 de l'arrêté préfectoral du 02 juillet 2010.
Dernières mesures de bruit réalisées en 2016 et conformes

Remarque 7

- Ce sont les valeurs les plus contraignantes entre l'arrêté préfectoral et l'arrêté ministériel qui s'appliquent : respect des nouvelles VLE et fréquence à compter du 04/12/23